

**RAPPORT N° 2024/6-09
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 12 décembre 2024**

OBJET

**ENTRETIEN DE LA ZONE TOURISTIQUE DE LOISIRS INTERCOMMUNALE DU BOCAGE - NIAGARA -
AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE SAINTE
SUZANNE POUR L'ANNEE 2025**

**-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 3 « Privilégier des espaces de respiration et de loisirs de qualité »
dans le cadre de l'ORIENTATION 2 « Bâtir le développement équilibré & Solidaire du Territoire » du projet
politique de la CINOR-**

La zone touristique de loisirs du Bocage - Niagara a été déclarée d'intérêt communautaire par délibération du Conseil Communautaire en date du 19 octobre 2001 (rapport 2001/7-15).

Il vous est proposé de conclure une nouvelle convention d'objectifs et financière pour l'année 2025 (du 1^{er} janvier au 31 décembre) avec la Ville de Sainte Suzanne pour l'entretien du site du Bocage - Niagara. Il est rappelé que les liens juridiques entre les Communes membres et la CINOR ne peuvent se traduire que dans le cadre d'une convention et sur justificatifs certifiés.

A cet égard, les justificatifs devront faire apparaître d'une part, la liste du personnel affecté au site concerné et d'autre part, le détail des dépenses liquidées pour l'année 2025 comprenant :

- 1- La liste du personnel et le statut du personnel,
- 2- La catégorie,
- 3- Le traitement brut,
- 4- Les charges sociales,
- 5- Le traitement net,
- 6- Le coût des réparations liées au fonctionnement du site (sanitaires...).

La CINOR remboursera la Mairie de Sainte Suzanne pour un montant annuel maximum de 233 000 €, sur présentation des justificatifs des dépenses.

Cette dépense sera imputée au budget principal de la CINOR / section fonctionnement / CH 011 compte 62875.

Par conséquent je vous prie de bien vouloir :

- Approuver les termes de la convention d'objectifs et financière, passée entre la CINOR et la commune de Sainte Suzanne, pour l'entretien du site du Bocage-Niagara du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.
- M'autoriser à signer la convention correspondante.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
074-2497401-20241212-BC2024-6-09-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception en préfecture : 24/12/2024

**DECISION N° 2024/6-09
du Bureau de la Communauté
en séance du 12 Décembre 2024**

**OBJET : ENTRETIEN DE LA ZONE TOURISTIQUE DE LOISIRS INTERCOMMUNALE DU BOCAGE – NIAGARA –
AUTORISATION DE PASSER UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET FINANCIERE AVEC LA COMMUNE DE SAINTE
SUZANNE POUR L'ANNEE 2025**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2024/6-09 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les termes de la convention d'objectifs et financière, passée entre la CINOR et la commune de Sainte Suzanne, pour l'entretien du site du Bocage-Niagara du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025.

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à signer la convention correspondante.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **23** DEC 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241212-BC2024-6-09-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024